

## SOCIAL

## Les associations citoyennes contre la fin des emplois aidés

« Si on veut que les associations tournent, il ne faut pas leur enlever le peu qu'elles ont ! » Roger Winterhalter, de la Maison de la citoyenneté mondiale (MCM), et les représentants de six autres associations œuvrant dans les domaines sociaux et citoyens à Mulhouse (Justice Immigration Droits, Solidarités nouvelles face au chômage, Mouvement national des chômeurs et précaires, l'Archipel des sans-voix, Old School, Jeunesse ouvrière chrétienne) se sont réunis pour alerter l'opinion sur le danger que fait peser sur ces associations la volonté du gouvernement de supprimer les emplois aidés dont elles bénéficient.

### Une journée et un manifeste

Le Collectif des associations citoyennes (CAC), coordination nationale dont fait partie la MCM, a appelé à une « journée noire » hier mercredi 18 octobre, qui s'est traduite par des grèves et des actions symboliques dans toute la France (lire par ailleurs en Région).

« Avec une violence inouïe, le gouvernement vient de décider la suppression de 150 000 emplois aidés dès 2017 et 110 000

supplémentaires en 2018. Compte tenu de la fragilité des associations, beaucoup déboucheront sur des licenciements, rappelle le CAC dans son manifeste. Cet immense plan social a été décidé sans aucune concertation et dans une approche strictement comptable. Il témoigne d'une ignorance et d'un mépris de la société civile. »

Un Manifeste pour des emplois aidés de qualité a également été lancé par L'Alterpresse 68, Old School et Les Sheds. « Les emplois aidés sont une réponse au désengagement de l'État dans de nombreux domaines sociaux, culturels, sportifs... Non seulement il ne faut pas les supprimer, mais il faudrait au contraire les valoriser, les intégrer dans l'action publique de lutte contre le chômage, afin qu'ils débouchent sur des emplois stables et pérennes » (à lire sur le site [lalterpresse.info](http://lalterpresse.info)).

Pour les associations, il s'agit maintenant de continuer à se fédérer pour faire entendre leurs revendications malgré l'absence de syndicats représentatifs et de visibilité médiatique. D'autres journées d'action sont déjà prévues, notamment le 8 novembre, pour faire suite à ce mouvement.